

## Commune de Saint Hilaire de Brethmas

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

## DECISION DU MAIRE

N°2024\_33D

**DECISION PORTANT DEMANDE DE SUBVENTION A ALES AGGLOMERATION AU TITRE DES FONDS DE CONCOURS DE DROIT COMMUN – ANNEE 2025 POUR LE FINANCEMENT DE L'EXTENSION DU CIMETIERE « LE VILLAGE »**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et suivants,  
**Vu** la délibération n°2020/20 du 04 juillet 2020 portant délégation d'attribution du conseil municipal au Maire, rendue exécutoire par sa transmission en Préfecture le 08 juillet 2020,  
**Considérant** la nécessité de créer des extensions de nos cimetières communaux,  
**Considérant** que l'extension du cimetière « Le Village » est une priorité pour la commune,  
**Considérant** le plan de financement prévisionnel ci-dessous,

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Nature	Montants	Financement	Montants
Frais de maîtrise d'oeuvre	26 612 €	DETR (40%)	198 544 €
Travaux	443 537 €	Fond de concours Alès Agglo de droit commun (30%)	148 802 €
Imprévus et divers	22 000 €	Autofinancement (30%)	148 803 €
Coordonnateur SPS	3 000 €		
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>496 149 €</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>496 149 €</b>

**Considérant** que conformément à la délibération n°2020/20 du 04 juillet 2020, le Maire est chargé par le conseil municipal de « demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions pour tout projet d'investissement ou de fonctionnement porté par la commune, sans limite de montant engagé ou sollicité »

**Le Maire de Saint Hilaire de Brethmas,**

**DECIDE**

- **DE VALIDER** le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessus,
- **DE SOLLICITER** l'aide d'Alès Agglomération au titre des fonds de concours de droit commun – Année 2025 pour le financement de l'extension du cimetière « Le Village » pour un montant de **148 802€**.

Fait à Saint Hilaire de Brethmas, Le 15 Octobre 2024



Mr RÉMY OFFREDI

1er adjoint au maire,  
délégué aux finances et  
développement économique

Le Maire,

Jean-Michel PERRET

Pour le Maire Empêché,  
L'Adjoint Délégué

Le Maire :

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet, [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

REÇU EN PREFECTURE

le 17/10/2024

Application agréée F-legalite.com

99\_DE-030-213002595-20241015-2024\_33D-DE